

## Liens.

- **Nouvelle association : « REVES ».** La LMDE, l'UNEF et PLUS ont décidé de construire un nouveau projet centré sur la santé des jeunes par les jeunes. « REVES Jeunes est une association étudiante qui a pour objet d'améliorer la santé des jeunes par la construction d'espace de prévention étudiante sur les campus universitaires géré par les étudiant-e(s), de lutter contre la précarité étudiante par la mise en place de nouvelle forme de solidarité au travers du don alimentaire ». <http://www.reves-jeunes.fr/nos-actions/>

Enquête de la LMDE (2019) disponible à l'adresse suivante : <https://www.lmde.fr/commentcava>

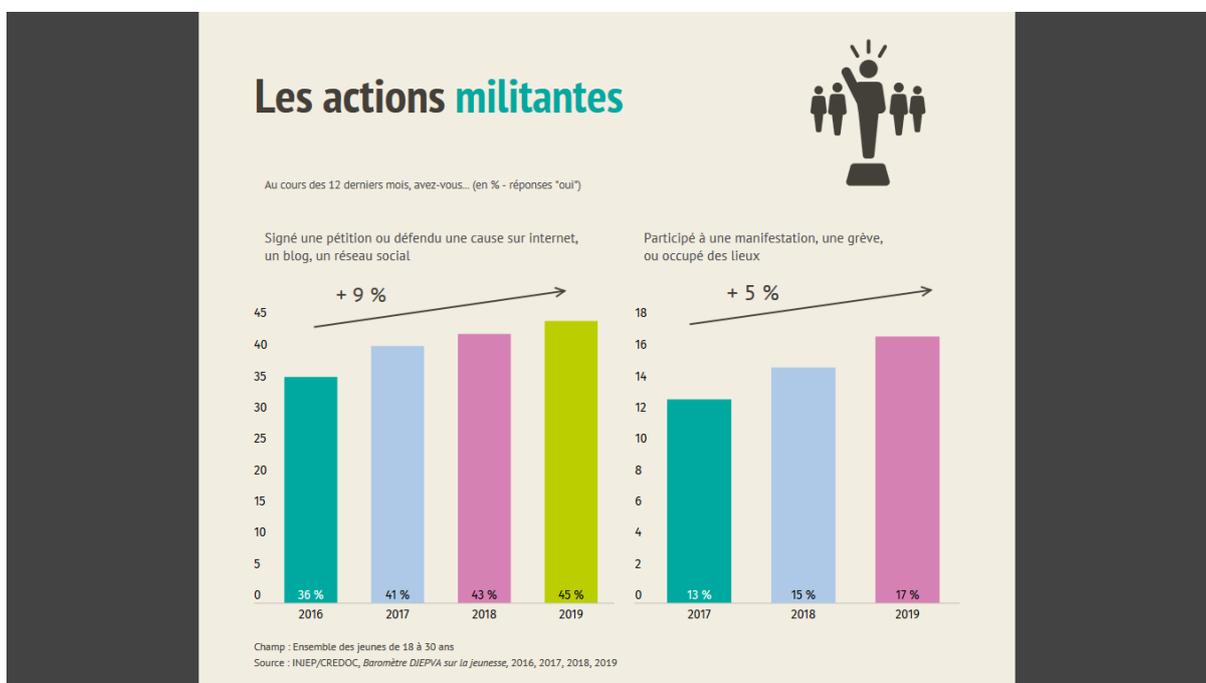
Une étude de l'OVE: La santé des étudiants <http://www.ove-national.education.fr/publication/la-sante-des-etudiants/>

- **OVE Infos n° 42,** "La vie quotidienne des étudiants au temps de la pandémie de covid-19", <http://www.ove-national.education.fr/publication/ove-infos-n42-la-vie-etudiante-au-temps-de-la-pandemie-de-covid-19/>

- **Repères et références statistiques de l'enseignement supérieur.** Voir partie 6 sur <https://www.education.gouv.fr/reperes-et-references-statistiques-2020-1316>

L'emploi étudiant Rapport IGÉSR n° 2019-075, septembre 2019 [https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2020/70/2/IGESR\\_rapport2019\\_Emploi\\_etudiant\\_1327702.pdf](https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2020/70/2/IGESR_rapport2019_Emploi_etudiant_1327702.pdf)

- **INJEP : brève** Chiffres à la Une (tableau ci-dessous sur le militantisme)



Rapport fait par la commission d'enquête pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse, Présidente MME SANDRINE MÖRCH Rapporteuse MME MARIE-GEORGE BUFFET Députées. [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cecovidj/115b3703\\_rapport-enquete.pdf](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cecovidj/115b3703_rapport-enquete.pdf)

dernière publication de l'OVE:

> [http://www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2021/01/Brochure\\_Reperes\\_2020.pdf](http://www.ove-national.education.fr/wp-content/uploads/2021/01/Brochure_Reperes_2020.pdf)

## Articles, tribunes, textes.

\*\*\*\*\*

# « Augmentation des frais d'inscription des étudiants étrangers : c'est l'avenir de notre modèle social qui est en jeu »

Tribune *Le Monde* vendredi 19 juin 2020

David Flacher Economiste

Hugo Harari-Kermadec Economiste

*La décision prochaine du Conseil d'Etat sur l'augmentation des droits d'inscription pour les non-Européens est cruciale, estiment les économistes David Flacher et Hugo Harari-Kermadec dans une tribune au « Monde », car elle marquera la poursuite ou l'arrêt d'une politique de « marchandisation délétère ».*

L'enseignement supérieur global est en crise. En Australie, le pays le plus inséré dans le marché international de l'enseignement supérieur, les universités prévoient de perdre jusqu'à la moitié de leurs recettes. A l'échelle nationale, la perte de tout ou partie des 25 milliards d'euros qui rentraient en Australie grâce à l'accueil d'étudiants étrangers (le troisième secteur à l'export) pourrait déstabiliser toute l'économie du pays.

Aux Etats-Unis, les pertes de recettes en 2020-2021 pourraient représenter 20 milliards d'euros, selon l'American Council on Education (une association de l'enseignement supérieur). Au Royaume-Uni, les pertes envisagées sont de l'ordre de 2,8 milliards d'euros. Cambridge a récemment annoncé que ses programmes de licence seront intégralement enseignés à distance, mais cette mise en ligne est coûteuse et ne pourra être assumée que par une petite minorité d'établissements.

### Fort endettement étudiant

Si la pandémie a frappé une économie mondiale déjà bien mal en point, l'enseignement supérieur « payant » est particulièrement touché : les échanges internationaux d'étudiants – les plus profitables – sont en berne et la fermeture des campus réduit fortement l'attractivité de diplômes hors de prix. Expérience étudiante sur le campus et contenus pédagogiques ne peuvent plus justifier (si tant est qu'ils l'aient pu) des droits de scolarité

pouvant atteindre 70 000 dollars (62 000 euros) par an. Les procès se multiplient aux Etats-Unis, intentés par des étudiants cherchant à récupérer une partie des sommes versées pour cette année. Plus proche de nous, les écoles de commerce françaises ont été obligées de recourir au chômage partiel pour encaisser le choc.

### Perspectives d'emploi catastrophiques

On aurait tort de reprocher aux étudiants de négocier leurs frais d'inscription : les perspectives d'emploi sont catastrophiques, le taux de chômage atteignant des niveaux inédits outre-Atlantique. L'endettement étudiant, qui se monte en moyenne à 32 000 euros aux Etats-unis et 60 000 euros en Angleterre, assombrit un futur professionnel déjà peu amène, et pèse sur les revenus des diplômés pendant vingt ans en moyenne. A l'échelle macroéconomique, l'endettement étudiant total dépasse 1 300 milliards d'euros aux Etats-Unis, 133 milliards d'euros au Royaume-Uni.

Le modèle des universités payantes fait donc les frais d'une politique délétère en période « normale », et carrément mortifère en ces temps agités. C'est pourtant ce modèle que le gouvernement français et ses conseillers essayent de promouvoir depuis 2018.

« Pourra-t-on discriminer les étrangers au motif qu'ils ne seraient pas contribuables fiscaux de leur pays d'accueil ? »

En France, les prochaines semaines seront déterminantes pour l'avenir de notre modèle social. La décision attendue du Conseil d'Etat [*qui examine, depuis le 12 juin, le recours des organisations opposées à la hausse des droits d'inscription pour les étudiants étrangers extra-européens*] représentera un soulagement doublé d'une révolution ou, au contraire, la porte ouverte à une descente progressive aux enfers pour de nombreuses familles.

De quoi s'agit-il ? Alors que le plan Bienvenue en France (annoncé le 19 avril 2019) prévoyait une forte augmentation des droits de scolarité pour les étudiants extra-européens (2 770 euros en licence et 3 770 euros en master, contre respectivement 170 et 243 euros), un ensemble d'organisations a obtenu que le Conseil constitutionnel soit saisi. Ce dernier a rendu une décision le 11 octobre 2019 selon laquelle « *l'exigence constitutionnelle de gratuité s'applique à l'enseignement supérieur public* » tout en considérant que « *cette exigence [de gratuité] ne fait pas obstacle, pour ce degré d'enseignement, à ce que des droits d'inscription modiques soient perçus en tenant compte, le cas échéant, des capacités financières des étudiants* ».

Le Conseil d'Etat doit désormais interpréter cette décision en précisant ce que « modique » signifie. Si cette notion a vraisemblablement été introduite pour préserver les droits d'inscription habituels (170 et 243 euros), certains comptent bien s'engouffrer dans la brèche.

Les enjeux sont d'une ampleur inédite : pourra-t-on discriminer les populations étrangères en leur faisant payer des tarifs plus élevés au motif qu'elles ne seraient pas contribuables fiscaux de leur pays d'accueil ? Le Conseil d'Etat pourra garder à l'esprit que ces étudiants nous arrivent formés aux frais de leur pays d'origine, et qu'ils rapportent, par les taxes qu'ils payent, bien plus qu'ils ne coûtent (le solde est positif de 1,65 milliard d'euros). Sera-t-il mis un terme aux velléités d'élargissement des droits d'inscription à tous les étudiants et à des niveaux de tarification toujours plus élevés ? La note d'un conseiller du candidat Emmanuel Macron, en 2017, annonce l'objectif : 4 000 euros en licence, 8 000 euros en master et jusqu'à 20 000 euros par an dans certaines formations.

## La notion de « modicité »

Pour basculer du bon côté, celui de la gratuité de l'enseignement supérieur, plutôt que de celui de sa délétère marchandisation, il faudrait que le Conseil d'Etat retienne une notion de modicité cohérente avec la jurisprudence : le juriste Yann Bisiou indique ainsi qu'une « *somme modique est une somme d'un montant très faible, qui n'a pas d'incidence sur la situation économique du débiteur ; elle est anecdotique. Pour les personnes physiques, elle est de l'ordre de quelques dizaines d'euros, rarement plus d'une centaine, jamais plusieurs milliers* ». Le Conseil d'Etat préférera-t-il les arguments fallacieux de ceux qui tremblent dans l'attente de cette décision car ils ont augmenté leurs droits de scolarité au point d'en dépendre furieusement : Sciences Po (14 500 euros par an pour le master), Dauphine (6 500 euros en master), CentraleSupélec (3 500 euros), Polytechnique (15 500 euros pour le Bachelor), etc. Si le Conseil d'Etat venait à respecter le cadre fixé par le Conseil constitutionnel, c'est l'ensemble de leur modèle qui serait remis en cause et c'est un retour à un véritable service public de l'éducation auquel nous assisterions. Une révolution en somme, indéniablement salutaire, qui appellerait des assises de l'enseignement supérieur.

Après un « Grenelle de l'environnement », un « Ségur de la santé », c'est à un « Descartes de l'enseignement supérieur » qu'il faudrait s'attendre, celui d'une refondation autour d'un accès gratuit à l'éducation de toutes et tous, sans discrimination.

**David Flacher** est économiste à l'université de technologie de Compiègne. **Hugo Harari-Kermadec** est économiste, maître de conférences à l'ENS Cachan - université Paris-Saclay.

\*\*\*\*\*

# Mélanie Luce : « L'enseignement supérieur commence à ressembler à la santé »

Mélanie Luce, présidente de l'Unef.

*Comment l'Unef apprécie-t-elle la situation de la jeunesse étudiante à la veille de la rentrée ?*

Les étudiant-es paient aujourd'hui au prix fort la crise sanitaire et économique mais aussi la politique menée par le gouvernement. Les situations de difficultés s'accumulent et ne sont pas prises en charge par la puissance publique : ainsi de la précarité étudiante qui explose littéralement, avec une augmentation du coût de la vie étudiante que nous évaluons cette année à 3,69 % ce qui est très supérieur aux précédentes années. Cela s'explique notamment par l'augmentation des loyers (69 % du budget étudiant en moyenne), et surtout ceux des petites surfaces qui grimpent plus vite que la moyenne des loyers. S'y ajoutent des dépenses nouvelles comme les masques désormais obligatoires dans le supérieur mais non pris en charge par l'État, avec un coût de 230 euros par an, ce qui est beaucoup pour un-e étudiant-e. Par ailleurs, le nombre de jeunes sans inscription à l'issue de Parcours sup, plus de 90 000, augmente fortement en raison de choix gouvernementaux : sélection, et non création de places dans les universités. Le sort du service public de l'enseignement supérieur commence à ressembler à celui de la santé...

*Quelles réponses apporter aux difficultés rencontrées ?*

L'Unef exige, au delà des annonces gouvernementales, un véritable plan d'urgence pour les jeunes, comprenant une réforme structurelle des bourses qui permette d'augmenter le nombre de boursier-es, une aide d'urgence, et la gratuité des masques. Nous demandons aussi l'encadrement des loyers, gratuité des transports publics pour les étudiant-es. Cela n'a rien d'utopique : la ville de Paris a remis en place l'encadrement des



loyers, d'où une augmentation de 1,24 % contre 2,5 % en moyenne en France. Bien sûr cela reste insuffisant, d'autant que Paris reste la ville la plus chère du pays et que les transports y sont très coûteux, mais cela va dans le bon sens. Libération vient de publier notre classement des villes en fonction du coût de la vie étudiante localement : celui-ci varie beaucoup en fonction des pratiques des municipalités. Ces mesures sont d'autant plus efficaces qu'elles s'inscrivent dans le temps et la durée.

*La jeunesse française participe à de nombreuses mobilisations et luttes, sociales, politiques environnementales, écologiques... quelle est ton analyse sur ce sujet ?*

L'UNEF refuse l'idée paternaliste d'une jeunesse qui, jusqu'à présent insouciant et égoïste, viendrait soudainement de se réveiller. Il s'agit davantage de mutations des formes d'engagement que d'une augmentation pure et simple des mobilisations avec une montée de la prise de conscience des jeunes sur les enjeux écologiques, l'anti-

“

*L'UNEF refuse l'idée paternaliste d'une jeunesse qui, jusqu'à présent insouciant et égoïste, viendrait soudainement de se réveiller.*

”

racisme, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, les violences exercées par des forces de police... On sent une vraie inquiétude pour l'avenir, liée au contexte économique anxiogène, ainsi qu'aux perspectives d'une entrée plus difficile dans l'emploi salarié ces prochaines années. ♦

# Étudiants : génération sacrifiée ?

## SOCIAL

De Parcoursup à l'hyper-compétitivité en passant par des conditions de vie dégradées et un monde du travail fragilisé, les jeunes subissent de plein fouet la précarisation.

≡ Nadia Sweeny

**M**algré nos difficultés, on ne s'attendait pas à ce qu'il fasse ça », lance Walid (le prénom a été modifié), 23 ans, camarade d'Anas K., qui s'est immolé devant le Crous de Lyon, le 8 novembre. Le geste désespéré de l'étudiant en sciences politiques, âgé de 22 ans, a choqué. « Quand je l'ai appris, le temps s'est comme arrêté. Puis on a fait attention à ce que d'autres ne soient pas tentés de faire pareil : on est un groupe, on a tous des problèmes financiers et administratifs. On reste soudés, continue Walid, syndiqué comme Anas chez Solidaires. Je me suis plongé dans l'organisation de la mobilisation pour ne pas trop y penser. » Des regroupements se sont organisés dans plusieurs villes de France derrière le slogan « La précarité tue ». À Lyon, évidemment, mais aussi à Paris, où le ministère de l'Éducation supérieure a été pris pour cible, ou encore à Lille, où une conférence de François Hollande, venu faire la promotion de son livre, a été annulée, tandis que des exemplaires ont été déchirés, alors qu'Anas était toujours dans le coma le 18 novembre.

Des blocages d'université continuent de s'organiser partout sur le territoire. Devant la colère et par peur d'une contagion, Gabriel Attal, secrétaire d'État à la Jeunesse, a fini par recevoir les syndicats étudiants une semaine après le drame, sur demande expresse du Premier ministre, mais aucune mesure n'a été annoncée. Gabriel Attal refuse de revoir à la hausse les bourses – revalorisées de 1 % en 2019 après trois ans de gel – et renvoie à l'arrivée du revenu universel d'activité, qui

devrait fusionner les minima sociaux et rendre leur versement automatique.

Le gouvernement peine à prendre la mesure de l'événement. Sa portée politique, mais aussi ce qu'il dit du mal-être des jeunes. Pourtant, le message d'Anas laissé sur Facebook quelques heures avant son geste est clair. Certes, il déplore la perte de sa bourse de 450 euros par mois, supprimée à cause de son deuxième redoublement, mais il exprime aussi sa perte de confiance dans l'avenir, pointant la précarisation globale de la société et accusant Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron « de l'avoir tué » : « Doit-on continuer à survivre comme nous le faisons aujourd'hui ? Et après ces études, combien de temps devons-nous travailler pour une retraite décente ? Pourrons-nous cotiser avec un chômage de masse ? » demande-t-il.

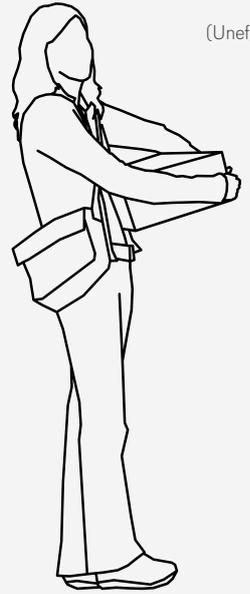
Des questions et des angoisses qui engagent la société tout entière. La précarité tue et elle touche des étudiants au bord du gouffre. « Anas était comme moi dans une sorte d'errance, il tournait un peu entre chez sa copine et chez ses potes. Il attendait la réponse de son aide d'urgence », se souvient Walid, étudiant en sciences humaines, qui a lui aussi perdu sa bourse de 450 euros cette année. « J'ai eu des problèmes de santé, je n'ai pas pu valider ma licence et ma bourse m'a été supprimée. »

Walid avait utilisé son « droit au redoublement » dans le cadre d'une réorientation. « À la sortie du lycée, j'ai voulu entrer en

Le montant des frais de rentrée en Île-de-France, incluant le logement, l'inscription, le transport, la santé, etc., peut atteindre.

# 2913 €

(Unef)



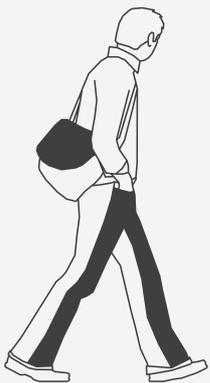
IUT de journalisme, mais je n'ai pas eu les concours. Mes professeurs m'ont conseillé de faire psycho. Je me suis retrouvé là par défaut. J'ai passé une année à chercher autre chose, j'ai fini par entrer en sciences humaines. J'ai perdu

une année, je suis en retard sur les autres. » Un « échec » qui pèse lourd dans un système éducatif où l'objectif reste la sélection de l'élite de demain. « Les dernières réformes de l'orientation, comme la mise en place de Parcoursup, entérinent une mise en système de notre école qui repose uniquement sur le résultat scolaire, les notes, explique Jean Guichard, professeur émérite de

psychologie au Cnam. Ce principe élitiste de l'orientation consiste en une sélection qui va progressivement renvoyer ceux qui ne correspondent pas aux critères de cette élite vers les filières les moins valorisées. »

Pour les étudiants, le stress de « ne pas en être » grandit à mesure que la sélection s'affine. Ils tentent de mettre en place des stratégies de parcours dans un système qui renforce les inégalités : « On a réaffirmé le principe de la reproduction sociale, affirme Jean Guichard. Il y a deux visions extrêmes de l'organisation de l'école à l'échelle d'un pays : le modèle

Le modèle français, qui s'attache à dégager une élite, ne fonctionne pas.



# 46 %

des étudiants travaillent en parallèle de leurs études, alors que le salariat est un facteur d'échec important dans l'enseignement supérieur.

(Observatoire de la vie étudiante)

# 712 000

étudiants ont perçu une bourse sur critères sociaux en 2018-2019, soit 38 % des étudiants suivant une formation ouvrant droit à une bourse.

(Observatoire de la vie étudiante)



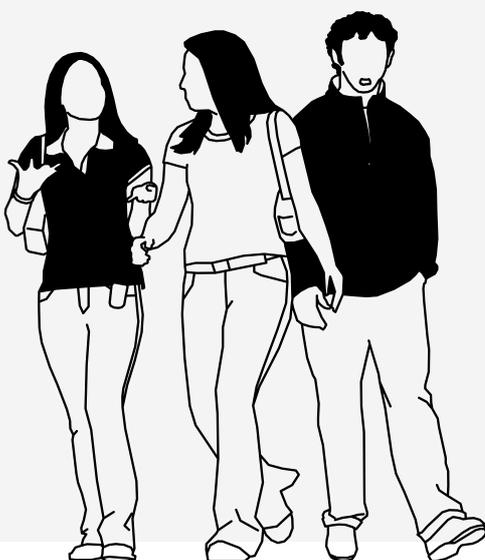
ILLUSTRATIONS : ILLUUSA / BORRA, THE NOUIN PROJECT

En 2016, **1 étudiant sur 5** vivait sous le seuil de pauvreté. (Insee)

# 42 %

des étudiants déclarent renoncer à des soins en 2019, un pourcentage en hausse de 7 points par rapport à 2014, 54 % d'entre eux par manque de temps et 40 % faute de moyens financiers.

(la Mutuelle des étudiants)



En 2018-2019, **2,7** millions de personnes se sont inscrites dans l'enseignement supérieur. Effectif en hausse de 2 % par rapport à l'année précédente. Il y avait 310 000 étudiants en 1960.

*finlandais, qui prend en compte l'intelligence multiple et permet à chaque élève de développer son talent, et puis le modèle français, qui considère et ne valorise qu'une seule forme de savoir et d'intelligence, et qui va s'attacher à dégager une élite consacrant la réussite de la nation. C'est l'élitisme républicain.* » Un système inégalitaire qui ne fonctionne pas. La dernière étude Pisa (1) est implacable: la Finlande culmine, la France traîne. Alors que le pays nordique a considérablement réduit les disparités sociales, l'Hexagone est l'un des pays les plus inégalitaires de l'OCDE, où la relation entre revenu des parents et avenir de l'étudiant est la plus forte.

### ÉPICERIES SOLIDAIRES

« Je suis allé voir une assistante sociale pour faire un recours et tenter de récupérer ma bourse, mais je n'entre pas dans les cases. La rectrice de l'académie [qui a le dernier mot sur la décision de débloquer les bourses -NDLR] nous a expliqué qu'elle signait beaucoup d'avis défavorables parce que le Crous n'avait pas les moyens de filer des bourses », continue d'expliquer Walid. Depuis, il est retourné chez ses parents et travaille dans une station de ski les week-ends pour payer son transport, ses livres, son téléphone... « Je fais le ménage de 8 heures à 20 heures. Je suis crevé, mais je n'ai pas le choix. »

(1) Programme international pour le suivi des acquis des élèves, qui mesure l'efficacité des systèmes éducatifs.

Le coût de la vie augmente et la bourse, pour les élèves toujours éligibles, ne suit pas. D'autant que s'ajoutent divers problèmes administratifs qui fragilisent encore un peu plus les boursiers. Omar, en licence à Paris-Dauphine, n'a jamais reçu sa bourse à l'heure depuis deux ans : « Nous sommes mi-novembre et je n'ai toujours pas touché mon paiement de septembre. Ça nous met dans des situations très difficiles. »

Claire, elle aussi étudiante à Dauphine, se souvient avoir hébergé une copine qui s'était fait expulser de son logement à cause d'un retard de loyer dû au fait que sa bourse n'avait pas été versée. « Certes, après ils remboursent, mais une fois qu'on est dehors, on est dehors ! » lance-t-elle. Un simple retard peut donc avoir des conséquences désastreuses. En Île-de-France, le coût mensuel de la vie étudiante grimpe jusqu'à 1 270 euros par mois, le montant des loyers constituant une bonne partie des dépenses obligatoires et les places en résidence universitaire (19 228 logements pour 678 159 étudiants dans la région) restant insuffisantes. Dans ce contexte, la baisse de 5 euros de l'APL n'est pas anodine : 800 000 étudiants la touchaient en 2017.

« Ça fait trente-huit ans que j'enseigne et je vois bien la situation se dégrader, témoigne Stéphane, enseignant à la Sorbonne venu avec des collègues, ce 12 novembre, rendre hommage à Anas devant le Crous de Paris.

### Un retard dans le versement de la bourse peut avoir des conséquences désastreuses.

Les étudiants travaillent pour survivre, ils ne viennent plus aux travaux pratiques pour pouvoir aller bosser. Certains n'ont pour seul repas que celui que le Crous leur fournit, et il n'y a pas de repas pour tout le monde », déplore-t-il. « Des étudiants s'échangent leurs lits : ils font des roulements pour partager au maximum un loyer parisien extrêmement élevé, renchérit Chloé, agent administratif à la Sorbonne. La précarité des parents s'est accentuée : ils ne peuvent plus aider leurs enfants comme avant. C'est l'ensemble de la précarisation du monde du travail qui a des répercussions directes sur les étudiants. »

Une situation dont les associations qui viennent en aide aux plus précaires se font l'écho. Depuis 2011, les Agoraé - épiceries solidaires ouvertes aux étudiants précaires - se sont multipliées, alors que le Secours populaire développe aussi des antennes étudiantes un peu partout sur le territoire. « En » p.8

## L'ÉVÉNEMENT

p. 7 » *quelques années, nous avons vu arriver une vague de misère avec la présence de nouvelles victimes de la précarité : les personnes âgées, les familles monoparentales, mais aussi les étudiants, constate Christian Lampin, secrétaire national du Secours populaire, chargé de la jeunesse. Ces quatre dernières années, nous avons multiplié par quatre les antennes étudiantes. C'est triste à dire, mais il y a une vraie demande.* »

Enseignants et personnel se retrouvent démunis. « On n'a quasiment aucun moyen d'action, on oriente les jeunes vers la bourse d'urgence du Crous, qui peut débloquer jusqu'à 200 euros. C'est bien mais, concrètement, qu'est-ce que vous faites avec 200 euros ? » demande Chloé. « Les étudiants précaires parlent rarement de leur situation mais, en outre, on n'arrive plus à créer des liens privilégiés avec eux : les groupes de travaux dirigés sont passés de 25 à 40 élèves, s'agace Stéphane. On essaye d'agir à notre niveau : en tant qu'enseignant, je ne fais plus l'appel pour ne pas qu'ils perdent leur bourse pour raisons d'absence. »

### MOINS D'EMPLOIS EN CDI

Une vie étudiante transformée en parcours du combattant et qui, pourtant, aboutit de moins en moins à une entrée sereine dans le monde du travail. Le diplôme ne protège plus autant contre le chômage et la précarité. D'après un rapport du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), la génération sortie d'études en 2010 a subi de plein fouet les répercussions de la crise de 2008 : 17 % de ces jeunes ont une trajectoire dominée par du chômage persistant ou récurrent, contre 11 % en 1998. La situation est pire pour les non-diplômés : leur part du temps passé en emploi sur les sept dernières années s'est effondrée de 65 % à 46 % par rapport à leurs aînés.

Pour les jeunes diplômés, le constat est moins violent mais va dans le même sens : baisse des emplois en CDI, augmentation du cumul de contrats courts qui retarde et rend plus difficile une stabilisation professionnelle, sans oublier une perte de revenus : « Les derniers salaires perçus, après environ six ans d'expérience accumulée, sont inférieurs aux salaires perçus par leurs homologues en 1998. »

D'après le Céreq, la « génération 2010 » a deux fois moins de chances d'être cadre que les précédentes, et cela ne va pas en s'améliorant : « Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de plus en plus nombreux, voient baisser leurs chances d'accéder au statut de cadre et de bénéficier d'une rémunération que leur niveau d'études semblait justifier pour les générations précédentes. » Des sacrifices de plus en plus durs, pour des espoirs qui s'effondrent. Pas étonnant que de nombreux syndicats étudiants – Solidaires, Unef, etc. – multiplient les mobilisations et réfléchissent aux modalités d'un ralliement au mouvement social du 5 décembre contre la réforme des retraites. ■

**Au fil du temps, l'image sociale de l'étudiant s'est dégradée.**

# « Nous survalorisons



BURGERPHANIE/AFP

Selon la sociologue **MARIE DURU-BELLAT**, le système français veut faire de tous ses jeunes des « intellectuels ». Or les études ne sont plus une garantie d'avenir professionnel.

**Nadia Sweeny**



**Marie Duru-Bellat**  
Professeure émérite de sociologie à Sciences-Po Paris. Auteure de l'essai *Le Mérite contre la justice* (rééd. 2019).

(1) *Éloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail*, Matthew B. Crawford, La Découverte, 2016.

Les études sont « vendues » aux jeunes Français comme gage unique de réussite et d'épanouissement professionnel futur. D'après Marie Duru-Bellat, spécialiste de l'éducation et de l'enseignement supérieur, le malaise de la jeunesse étudiante, au-delà des questions économiques, s'explique aussi par les limites de ce système.

**En tant qu'observatrice du monde étudiant, que pensez-vous de l'évolution de la situation des étudiants français ?**

**Marie Duru-Bellat :** Cela dépend de ce que l'on prend en compte. Si l'on regarde les chiffres de la précarité étudiante, il n'y a pas de changement spectaculaire, même si la situation a plutôt tendance à se dégrader et qu'il est inacceptable que des jeunes vivent dans la pauvreté. Mais, même si les chiffres n'indiquent pas de rupture, le sentiment de frustration des étudiants grandit depuis quelques années, et il n'est pas uniquement lié à la question du revenu ou du coût de la vie. Il est bien plus profond.

Il faut d'abord prendre en compte, sur un temps long, la dégradation de l'image sociale

de l'étudiant. Ce n'est plus un statut valorisant. Par le passé, la vie étudiante était enviée, il y avait un certain prestige à suivre des études. On était donc prêt à « se serrer la ceinture » pour cela. Aujourd'hui, les élèves sont bien plus nombreux qu'avant et, même s'il est positif que les filières s'ouvrent à l'ensemble de la population, cela a créé une forme de dévalorisation, en même temps que l'avenir devenait de plus en plus flou.

**Est-ce parce qu'on ne valorise que ce qui est « rare » et donc, forcément, élitiste ?**

Nous survalorisons les diplômes. Or, avec les diplômes, on se classe. Bac + 1, 2 ou 3... : plus vous avez de diplômes, plus vous êtes censé décrocher un bon emploi. C'est une conception des choses très linéaire. Cette méritocratie française reproduit les inégalités sociales jugées « acceptables », puisque fondées sur la réussite scolaire. Tout ce qui n'est pas mesuré, noté (qualités humaines, créativité, etc.) passe à la trappe avec ce système. Certes, les études ne gouvernent pas tout, heureusement, mais les jeunes gagneraient à avoir plus d'expériences valorisant ce qui est extra-scolaire.

# les diplômés »



## Ne serait-ce pas le rôle d'une politique de la jeunesse ?

En France, il n'y a pas de politique de la jeunesse autre que : « Faites des études. » On permet trop peu aux jeunes de développer d'autres aspects. Il y a des pays où chaque étudiant peut prendre une année de césure pour monter un projet, partir à l'étranger, grandir. Il y a quelques années, des députés avaient proposé la mise en place d'un « chèque avenir » qui aurait pu permettre aux jeunes de partir en voyage, par exemple : cela ne s'est pas fait. On ne leur permet pas de grandir, au sens de développer des expériences par soi-même. On les met dans des universités où on attend d'eux qu'ils deviennent des « intellectuels ». C'est le « tout-scolaire ».

On a ainsi poussé tous les jeunes à avoir le baccalauréat, puis on a fini par leur dire que le bac ne suffisait pas pour avoir un emploi acceptable et on les a poussés dans l'enseignement supérieur, où ils se retrouvent dans des filières dont ils ne savent pas où elles les mèneront. On leur a « vendu » l'idée que les études étaient la clé de leur avenir. On leur a mis un pistolet sur la tempe en leur disant : « Faites des études si vous voulez réussir. » Or ils se rendent bien compte que ce n'est pas si vrai. Ils ne voient

pas où ils vont. Les emplois du tertiaire auxquels on les destine ne sont pas des tâches dont on imagine le contenu. Les étudiants se retrouvent donc dans un état de flottement très anxiogène qui est l'une des racines de leur mal-être. On a gardé une image très romantique de l'étudiant, comme s'il était un intellectuel et que, par ailleurs, devenir un intellectuel était un projet en soit.

## Mais éduquer la jeunesse est primordial pour une société...

Évidemment, mais je me demande si, au-delà d'une certaine limite, nous n'avons pas surestimé l'impact de l'éducation telle que nous l'avons développée, c'est-à-dire sous une forme très théorique. Victor Hugo disait : « Développer l'éducation, c'est fermer des prisons. » Je me demande, dans une certaine mesure, si c'est vraiment le cas. Peut-être devrions-nous remettre en question le contenu de l'éducation scolaire, mais aussi admettre que ce n'est pas la seule voie permettant de « fermer des prisons ».

Les États-Unis sont une nation particulièrement éduquée et quel est le résultat ? Un diplômé de philosophie devenu mécanicien a publié un livre fort intéressant, *Éloge du carburateur* (1). Il explique très bien la joie qu'il ressent en aboutissant à la réparation des motos sur lesquelles il travaille. Pourquoi a-t-on tant dévalorisé les métiers manuels au profit de l'intellectuel ? D'autant qu'on est en droit de poser cette question : les métiers proposés aux étudiants diplômés, sont-ils vraiment intellectuels ? Quand vous analysez les activités de la plupart des cadres, il n'y a rien d'intellectuel là-dedans. Le problème, c'est qu'on ne sait pas quoi valoriser d'autre.

## On promet aux étudiants une sorte de chimère inaccessible ?

Oui, en quelque sorte. Quand on a créé le bac professionnel, par exemple, on a fait miroiter aux jeunes, notamment ceux issus des classes populaires, que grâce à lui ils échapperaient au destin ouvrier de leurs parents. Or ce n'était pas vrai : la plupart des bacheliers pros sont devenus ouvriers.

Les jeunes sont nettement moins confiants qu'auparavant sur leur avenir professionnel. Comment pourrait-on les en blâmer ? S'il y a un élément de leur vie qui s'est vraiment détérioré depuis plusieurs années, c'est la phase d'insertion dans la vie professionnelle, qui est beaucoup plus longue, précaire, heurtée qu'elle ne l'était auparavant. Le monde du travail ne fait pas rêver, le monde en général encore moins ! ●

On permet trop peu aux jeunes d'avoir des expériences valorisant ce qui est extra-scolaire.

## À partir de quel niveau de revenu est-on (trop) riche ?

Certains ont traité cette question en posant directement la question aux gens : d'après vous, à partir de quel revenu mensuel une personne est-elle riche ? D'autres se sont dit que, puisqu'on définissait le seuil de pauvreté comme une proportion (le plus souvent 60 %, parfois 50 %) du revenu médian, on pouvait définir un « seuil de richesse » de la même façon, par exemple deux fois ce revenu médian. Tout cela est intéressant mais laisse de côté une grande question : que veut dire être « trop » riche ?

Une réponse innovante a été fournie par Pierre Concialdi dans un livre collectif de la Fondation Copernic (1). En résumé : les personnes trop riches sont celles dont les revenus ne permettent pas à tout le monde, compte tenu de la masse des revenus distribués, d'avoir des

revenus de dignité et de participation satisfaisante à la vie sociale. Ces riches accaparent plus que ce qui permettrait à tous de vivre décemment. Pour déterminer un plafond de richesse, il faut donc commencer par évaluer le minimum dont toute personne a besoin pour vivre correctement et participer à la vie sociale.

**Les montants ponctionnés par les 3 % les plus riches interdisent à un tiers de la population de vivre dignement.**

Par chance, de telles évaluations ont été menées en France, dans le cadre de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (dont la suppression vient d'être annoncée...), en s'appuyant sur des panels de citoyens. On a baptisé cela les « budgets de référence ». Exemple : le budget de référence est d'environ 1 500 euros par mois pour un-e célibataire, de 2 060 euros pour un couple sans enfant et de 3 400 euros pour un couple avec deux enfants. Il s'agit de revenus après impôts directs. Ce revenu nécessaire pour vivre décemment est évidemment nettement supérieur au seuil de pauvreté.

Un calcul un peu plus technique permet alors de déterminer le seuil maximum de revenu (seuil de richesse) cohérent avec l'objectif de permettre à tous d'accéder à un minimum décent. On obtient un seuil proche de quatre fois ce minimum (soit environ 6 000 euros mensuels pour une personne seule après impôts directs). Il y a alors moins de 3 % de personnes riches, mais les montants excessifs qu'elles ponctionnent sur l'ensemble des revenus interdisent à un tiers de la population d'accéder à une vie digne !

Bien entendu, le revenu monétaire est loin d'être le seul déterminant de conditions d'existence dignes. En particulier, l'état des services publics et de la protection sociale joue un grand rôle. Et par ailleurs, pour aller encore plus loin, on aurait besoin de scénarios mis en débat citoyen où l'on envisagerait les contours futurs d'une vie décente pour tous dans une trajectoire de forte décroissance de la pression sur l'environnement. Des pistes de bonne qualité existent pour lancer ces délibérations, à commencer par les travaux de négaWatt et de l'association Solagro, avec son scénario Afterres2050 pour l'agriculture et l'alimentation.

(1) Vers une société plus juste, Les Liens qui libèrent.



## Pleurez, jeunesse?

*Si la pandémie menace leur avenir, les jeunes restent optimistes. Beaucoup s'en sortiront, selon Olivier Galland, sociologue. Mais il est à craindre que les inégalités entre eux empirent.*

Des études brutalement interrompues, des stages annulés, des fêtes entre amis interdites. Les jobs d'été? Disparus. L'entrée dans le monde du travail? Incertaine. En première ligne dans la dépression économique qui s'amorce, celle qu'on appelle déjà « la génération Covid » fait face à un avenir en forme de point d'interrogation. Pourtant, Olivier Galland, 68 ans, sociologue spécialiste de la jeunesse »

» et directeur de recherche émérite au CNRS, rappelle que les 15-29 ans font preuve, de façon constante depuis des années, d'un remarquable optimisme individuel et d'une grande capacité de résilience. Et insiste sur la puissante solidarité entre générations, au nom de laquelle les moins de 30 ans, au prix de sacrifices considérables, ont protégé leurs aînés.

**Les jeunes sont-ils, comme on le dit souvent, les premières victimes des crises économiques ?**

Évidemment : ils sont la variable d'ajustement de l'économie. En France, les adultes restent massivement en CDI, ce sont les jeunes qui concentrent les postes précaires. Ils sont donc les premiers, en cas de crise, à voir leurs emplois non renouvelés. Heureusement, ils sont aussi les premiers à bénéficier des retours de croissance. Mais la crise actuelle touche spécifiquement la jeunesse pour une autre raison : elle a conduit à une longue, et inédite, interruption de scolarité. Ceci est très grave car les acquis scolaires des élèves français ne sont déjà pas brillants, comme le montrent les enquêtes Pisa 1. Surtout, les inégalités de réussite entre bons et moins bons élèves, déjà fortes, empirent régulièrement. Cette rupture va porter un grave préjudice aux collégiens et lycéens déjà en difficulté, et on peut craindre des cicatrices durables dans leur parcours.

**Vous alertez depuis longtemps sur le fossé entre jeunes diplômés et sans qualification. La crise actuelle réduit-elle cette fracture, en les jetant tous dans une même galère ?**

La fin d'études et les débuts professionnels des diplômés sont extrêmement perturbés, mais on peut espérer que cela ne durera pas. La proportion de cadres moyens et supérieurs dans la population active monte sans cesse depuis trente ans : à terme, les plus qualifiés s'en sortiront. À l'inverse, les débouchés pour les non-diplômés se réduisent dramatiquement. Pourtant, il existe un extraordinaire gisement d'emplois dans les services à la personne, qui requièrent peu de formation, mais surtout de solides qualités humaines et relationnelles. Le drame, c'est que ces dernières sont mal transmises par notre école, qui insiste beaucoup sur les savoirs formels et peu sur les savoirs sociaux. Elle consi-

dère, à tort, qu'il revient aux familles de les transmettre. C'est une faute, car ces aptitudes sociales s'avèrent décisives dans des emplois déjà nombreux, et qui vont se développer.

**Croyez-vous à l'existence d'une « génération sacrifiée » ?**

Pas vraiment. Je rejoins le sociologue Louis Chauvel, qui a théorisé ce concept dans *Le Destin des générations* (1998), sur un point : les jeunes de l'immédiat après-guerre formaient une génération « dorée », bénéficiant d'une croissance et d'une prospérité extraordinaires, et d'une élévation sociale extraordinaire par rapport à leurs parents. Aujourd'hui, plus qu'une génération sacrifiée dans son ensemble, je vois de très grandes inégalités au sein d'une même classe d'âge. Cela dit, il y aura sans aucun doute une « génération Covid », marquée par cette pandémie et ses conséquences sur la socialisation des jeunes, leur formation, leur entrée dans la vie adulte et dans le monde du travail.

**Qu'est-ce que la jeunesse au sens sociologique ?**

Edgar Morin, dans les années 1960, l'a analysée comme un phénomène d'abord culturel, avec l'émergence de la « culture jeune ». Pierre Bourdieu lui répondait que « la jeunesse n'est qu'un mot », et non une catégorie sociale, car elle est fondamentalement divisée par l'origine sociale, qui prime la classe d'âge. Il faut en réalité envisager la jeunesse non comme une catégorie, mais comme un passage entre l'enfance et l'âge adulte, avec des seuils : l'entrée dans la vie professionnelle, l'accès à un logement autonome, souvent la

parentalité. Ce passage est de plus en plus long, et ces seuils, plus flous. La jeunesse s'allonge par les deux bouts : les préadolescents collégiens ne sont plus vraiment des enfants, ils ont acquis une autonomie inédite dans la gestion de leurs relations, leurs choix vestimentaires, leur consommation culturelle... Quant à l'entrée dans la vie adulte, elle est plus tardive et s'étale dans le temps. Un garçon des années 1950 finissait son service militaire, quittait ses parents, se mariait, commençait à travailler. La jeunesse était brève, le passage, assez rapide. Désormais, de nombreux jeunes dépendent de leurs parents même une fois leur vie active commencée : l'âge médian d'accès à un emploi stable est de près de 25 ans. Conséquence concrète : les études statistiques observent non plus les 15-24 ans, mais souvent les 15-29 ans.

**En 2013, vous assuriez que « la plupart des jeunes se disent heureux ». Est-ce encore vrai ?**

Oui. Les études montrent que, majoritairement, ils sont satisfaits de leur vie. Il y a cependant un contraste frappant entre un optimisme quant à leur avenir personnel et une vision beaucoup plus sombre de la société dans laquelle ils vivent. Nous avons en France ce que les économistes Pierre Cahuc et Yann Algan ont appelé en 2007 une « société de défiance » : envers les institutions, la politique, la parole publique, les médias... Les jeunes y réagissent par un double repli sur la vie privée. D'abord vers leurs pairs, qui occupent une grande place dans leur vie, ensuite vers la famille : contrairement à une idée courante, elle reste un repère

**« Plus qu'une génération sacrifiée, je vois de très grandes inégalités au sein d'une même classe d'âge. »**

central pour eux, peut-être encore plus que par le passé. Leur longue transition vers l'âge adulte est marquée par une aide importante de la part des parents, et même des grands-parents. Ce soutien financier, mais aussi affectif, tisse des liens puissants, qui se traduisent par une solidarité intergénérationnelle. De plus, il y a trente ou quarante ans, la distance culturelle entre deux générations était très forte, elles vivaient dans des univers de valeurs vraiment distincts. Les parents actuels, anciens jeunes des années 1960, ont initié la révolution des mœurs, dans un contexte de très fort clivage générationnel sur la morale de la vie quotidienne, les normes sexuelles, etc. Aujourd'hui, les valeurs convergent davantage : celles d'un jeune de 18 ou 20 ans sont proches de celles d'un adulte de 40 ou 50 ans. Quant aux personnes dites âgées (plus de 70 ans), elles sont souvent très actives, engagées dans la vie culturelle, associative, et beaucoup moins en marge de la société qu'autrefois. Les échanges et contacts entre générations sont donc plus fréquents, même hors du cadre familial.

**Cette proximité a-t-elle permis aux plus jeunes d'accepter des mesures très strictes – masque, confinement, rassemblements limités – destinées à protéger les plus âgés ?**

La nécessité de se protéger soi-même pour protéger les autres s'est imposée, en France, assez naturellement. Elle n'est contestée que par un faible nombre de personnes, jeunes ou pas, qui ont une conception radicale de la liberté et ne lui supportent aucune entrave. Après avoir globalement respecté le confinement, certains jeunes se sont cependant affranchis d'une partie des contraintes, comme le montre la reprise de l'épidémie dans leur classe d'âge. On observe en retour une forme de stigmatisation à leur rencontre, mais je ne la crois ni très forte, ni durable : la solidarité entre générations, puissante, a même tendance à se renforcer à la faveur d'une telle crise, car elle représente un refuge.

**Écologie, égalité des sexes... : les moins de 30 ans sont-ils à l'avant-garde d'un militantisme nouveau ?**

Une partie de la jeunesse, souvent favorisée, s'engage avec passion, notamment pour l'écologie. Mais une autre



OLIVIER  
GALLAND

1951  
Naissance à Paris.  
1985  
*Les Jeunes,*  
éd. La Découverte.  
1991  
*Sociologie  
de la jeunesse,*  
éd. Armand Colin.  
2005  
*Les Jeunes  
Européens et  
leurs valeurs,*  
éd. La Découverte.  
2011  
*La Machine  
à trier, comment  
la France divise  
sa jeunesse,*  
collectif,  
éd. Eyrolles.

partie, que je crois largement majoritaire, est très en retrait sur la chose publique. De manière générale, les jeunes Français sont peu engagés socialement et politiquement par rapport à leurs voisins européens. Les médias rendent les militants très visibles, les présentant comme la pointe avancée de l'ensemble d'une jeunesse : une vision rassurante pour les adultes, enclins à croire qu'ils ont permis l'émergence de jeunes mobilisés pour l'intérêt commun... Mais au contraire la défiance générale envers le système (partis, syndicats, médias) conduit parfois les jeunes à une réserve à l'égard de la démocratie même. Selon une récente enquête sur les valeurs <sup>2</sup>, un jeune Français sur cinq ne considère pas comme un critère de la démocratie le fait de pouvoir choisir ses représentants lors d'élections libres. Et 17,2% des 18-29 ans estiment qu'il serait bon que l'armée dirige le pays (contre 12,1% des plus de 30 ans)... La jeunesse n'est pas à un paradoxe près : elle revendique la liberté individuelle, avec l'idée que chacun doit pouvoir organiser sa vie privée comme il l'entend, tout en exprimant une forte demande d'autorité et de régulation sociale.

**Baisse des aides au logement, exclusion du RSA avant 25 ans : les jeunes sont-ils les grands oubliés des politiques publiques ?**

Non, car d'innombrables plans et mesures à leur adresse se sont succédé depuis les années 1980. Mais il n'y a jamais eu de véritable logique dans l'élaboration et l'évaluation des dispositifs. On sait bien, par exemple, que les

emplois aidés dans le secteur non marchand – associatif souvent –, promus notamment par François Hollande, ne débouchent sur aucune amélioration de l'emploi dans le secteur marchand, car les jeunes n'y acquièrent pas de compétences suffisamment utiles. Les emplois aidés dans le secteur marchand – baisses de charges par exemple – fonctionnent mieux... En France, nos politiques en faveur de la jeunesse reposent presque exclusivement sur la compensation des inégalités : on verse des aides. C'est indispensable, et je suis favorable à l'ouverture du RSA aux moins de 25 ans, mais insuffisant pour agir à la source des inégalités. La clé de tout se situe dans la formation. Il faut accompagner sans relâche les NEET (*Not in education, employment or training* : « ni étudiant, ni employé, ni en formation »), avec des programmes sur mesure, y compris de longue durée, très souples et adaptables selon les situations. Encore plus en amont c'est à l'école que tout se joue : c'est à elle de combler les écarts cognitifs, sociaux, économiques, entre les enfants. Et notre système doit apprendre à donner des secondes chances, alors que tout montre aujourd'hui qu'il ne sait pas rattraper les élèves qui ont rencontré des échecs. Si l'on veut aider les jeunes, c'est d'abord là qu'il faut agir : parler de la jeunesse, c'est parler de l'enfance.

*Propos recueillis par Juliette Bénabent  
Illustrations Cécile Guillard  
pour Télérama*

<sup>1</sup> Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves évalue tous les trois ans le niveau des élèves de l'OCDE.  
<sup>2</sup> European Values Study, 2017.

# Accès au premier emploi : coup de froid pour la génération

2020 Eva Mignot *Alternatives économiques* 13/05/2020

La crise sanitaire, avec toutes ses conséquences économiques, devrait perturber l'entrée sur le marché du travail des jeunes tout juste sortis du système scolaire.

L'été approche et avec lui, la fin des cours. Le moment pour toute une génération de quitter le système éducatif, avec ou sans diplôme, et de se lancer sur le marché du travail. Cependant, cette année, la montagne à gravir risque d'être plus accidentée que d'habitude.

Pour ces quelque 700 000 jeunes plus encore que pour le reste de la population, le début de carrière professionnelle est corrélé à la conjoncture économique. Or, selon l'OFCE, en huit semaines, 620 000 emplois auraient été perdus, entre CDD non reconduits, fins de période d'essai et missions d'intérim achevées. « Sur toute l'année 2009, 300 000 emplois avaient été détruits », compare Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'OFCE.

Une situation d'autant plus critique que **les indicateurs n'étaient déjà plus au beau fixe pour les jeunes actifs depuis la crise financière de 2008**. Beaucoup sont encore voués à la galère. « Avant la crise de ces derniers mois, le taux de chômage des jeunes n'était pas encore redescendu au niveau de celui d'avant 2008. Cette cicatrice, qui aura duré douze ans, a marqué toute une jeunesse et en premier lieu les moins qualifiés », assure Florence Lefresne, directrice générale du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq).

## La génération 2010 porte les stigmates de la crise

S'il est difficile d'anticiper l'activité économique de ces prochains mois, il est possible de tirer quelques enseignements de l'insertion post-2008. Les jeunes sont en effet les premiers à encaisser les chocs et celui-là ne devrait pas faire exception. L'**enquête Génération** du Céreq, publiée en 2019<sup>1</sup> compare, par échantillonnage et sur sept ans, la trajectoire de la génération sortie du système éducatif en 1998 avec celle de 2010.

Cette dernière a justement subi de plein fouet les conséquences de la double crise de 2008-2012 comme le prouve la forte réduction du temps passé

en emploi sur les sept années étudiées, passant de 80 % à 73 %.

« Le taux de stabilisation en emploi à durée indéterminée est passé de 66 % à 55 % entre la génération 1998 et celle de 2010. Il y a certainement un effet conjoncturel, mais ce dernier est associé à un effet structurel interne aux normes du marché du travail. Aujourd'hui, les jeunes entrent massivement par le CDD qui est d'ailleurs fortement majoritaire dans la création d'emplois. Lorsque le cycle économique ralentit, les employeurs recrutent moins de CDD et les jeunes sont parmi les premiers à en subir les conséquences », explique Florence Lefresne.

Le diplôme a cependant tendance à avoir un effet protecteur, ce qui de fait augmente les inégalités. « En comparant les deux générations de l'enquête, on note que l'exclusion du marché du travail s'est accentuée pour les jeunes non diplômés sortis du système scolaire en 2010 : la part de temps passé en emploi par les non-qualifiés durant leurs sept premières années de vie active a diminué de 20 points par rapport à la génération 1998. La crise a donc eu un gros impact sur les non-diplômés. Les bacheliers professionnels sont quant à eux un peu les rescapés parmi les diplômés du secondaire et vont mieux résister », pointe la directrice du Céreq.

Mais si les plus diplômés tirent mieux leur épingle du jeu dans l'accès à l'emploi, ils ne sont pas pour autant épargnés par d'autres effets de la crise. « Pour eux, le décrochage se remarque sur le niveau du pouvoir d'achat du salaire médian. Nous notons ainsi une chute de 12 % entre la génération de 2010 et celle de 1998 pour les titulaires d'un master », relève Florence Lefresne.

## Des secteurs plus ou moins touchés

Ce scénario peut-il se reproduire pour la génération sortie en 2020 ? Rien n'est moins sûr. Tout va dépendre de la durée et de la nature de cette crise sanitaire, la récession ne provenant pas, comme en 2008, d'une chute brutale du pouvoir d'achat.

Au cours de ces deux mois, les ménages ont en effet accumulé de **l'épargne « forcée »**, 55 milliards d'euros selon l'OFCE. Si cet argent était rapidement réinjecté dans l'économie, la récession serait amortie. « Sauf qu'il y a aujourd'hui deux grandes problématiques. D'une part, les

comportements de consommation vont rester contraints : les restaurants et les bars restent fermés pour le moment, les salles de spectacle également. D'autre part, il y a un risque d'épargne de précaution », prévient Mathieu Plane.

Bien sûr, tous les secteurs ne sont pas touchés de la même façon. Certains offriront même des opportunités d'emplois. « A priori, cela sera le cas du secteur de la santé. Dans le privé, on peut citer l'agro-alimentaire, les industries pharmaceutique et chimique, mais plus encore tout ce qui est lié aux nouvelles technologies », estime Mathieu Plane. Ce sera ensuite à l'Etat de faire les arbitrages et décider quels domaines devront être soutenus.

Les étudiants n'auront pas pu tous bénéficier des stages de fin d'étude, pas souvent indispensable entre les cours et le monde du travail

Mais personne n'imagine une sortie de crise courte, ni une insertion professionnelle sans heurt pour les nouveaux actifs. Problème supplémentaire pour ces étudiants, ils n'auront pas pu tous bénéficier des stages de fin d'étude, pas souvent indispensable entre les cours et le monde du travail. « Chaque fois qu'une crise économique survient, les entreprises recrutent moins et ces jeunes qui manquent d'expérience professionnelle sont pénalisés », relève François Sarfati, sociologue au Centre Pierre Naville et au Centre d'études de l'emploi et du travail.

Sans oublier les risques de paupérisation. « Avec une crise durable, les conditions de vie vont se dégrader. Beaucoup de jeunes qui étaient dans une situation de pauvreté juvénile et auxquels les parents donnaient un coup de main en début de carrière ne pourront parfois plus compter sur cette aide. On pourrait vraiment avoir affaire à une pauvreté de masse », redoute le sociologue François Dubet.

## Les emplois aidés pour rebondir ?

De nombreuses voix plaident pour soutenir financièrement **les jeunes de moins de 25 ans en les rendant éligibles au RSA**, mais il serait également souhaitable de mettre en place des dispositifs pour aider à l'insertion. Comment ? Si les contrats aidés ont été progressivement abandonnés par Emmanuel Macron, d'autres aides similaires pourraient être favorisées.

« Le bilan des dispositifs mis en place pour essayer d'aider les jeunes générations à s'insérer professionnellement, comme les emplois aidés, est pour le moins mitigé, même s'il ne faut pas les

négliger car la situation aurait sans doute été pire sans eux », assure Florence Lefresne.

Cependant, pour cette dernière, plusieurs effets limitent leur portée. « En premier lieu, ils ne bénéficient pas toujours aux jeunes les plus vulnérables, c'est à dire les moins qualifiés, et ils deviennent en quelque sorte un passage obligé pour ceux qui n'en ont pas le plus besoin. »

« En second lieu, les emplois aidés en entreprise sont surtout déployés dans les périodes de cycles positifs, et il y a alors un effet d'aubaine : il devient intéressant pour l'employeur d'utiliser un emploi aidé qui se substitue à celui qu'il aurait créé de toute façon. Mais dans les moments de crise économique, ils sont beaucoup moins nombreux : il risque d'en être ainsi pour les places d'apprentis et les contrats de professionnalisation dans les entreprises touchées de plein fouet par la crise. »

« Il y aura des jeunes, avec ou sans qualification, durablement sans travail. Il faudra créer non pas 30 000 ou 40 000 emplois aidés, mais des centaines de milliers ! », Mathieu Plane, OFCE

Ces emplois aidés éviteraient pourtant de laisser sur le carreau des milliers de jeunes. « On pourrait voir des filières écologiques et sociales émerger. Certaines entreprises ne pourront pas les prendre en charge après la crise, mais il y aura quand même des besoins, des demandes. Et de l'autre côté, il y aura des jeunes, avec ou sans qualification, durablement sans travail. Il faudra créer non pas 30 000 ou 40 000 emplois aidés, mais des centaines de milliers ! », estime Mathieu Plane.

Alors que les jeunes générations devront chercher de nouvelles stratégies pour s'adapter à la crise, rediriger l'orientation vers des secteurs sources d'emplois dans les années à venir semble exclu à court terme.

« Mais une tendance actuelle en matière de formation existe et peut s'amplifier avec la crise : les jeunes reportent régulièrement leur entrée sur le marché du travail en faisant une année supplémentaire d'études ou enchaînant un deuxième master, que ce soit en alternance ou en formation initiale, pour se spécialiser et multiplier les chances de trouver un emploi. Avec cette nouvelle tendance, il serait rationnel de donner davantage de moyens à l'enseignement supérieur pour accueillir ces étudiants en plus », plaide François Sarfati. Mais les pouvoirs publics ne semblent pas avoir pris cette direction.

1. Une enquête réalisée par Epiphane Dominique, Mazari Zora, Olaria Manon, Sulzer Emmanuel

# Les étudiants, une population particulièrement fragile psychiquement

**Pour beaucoup de ces jeunes, l'isolement et la paupérisation dus à la crise sanitaire ont des effets dévastateurs. Une « bombe à retardement », d'après les professionnels de santé.**

Par Léa Iribarnegaray *Le Monde* Publié le 12 janvier 2021 à 07h00

Des plateaux télé aux matinales radio, le mal-être des jeunes a été largement documenté depuis le début de l'épidémie liée au coronavirus. Solitude exacerbée face à la persistance des cours à distance, précarité plus forte avec la disparition d'une grande partie des stages et petits boulots, angoisse quant à un avenir particulièrement incertain... Les professionnels de santé martèlent leur inquiétude depuis près d'un an, signalant l'incidence d'une « bombe à retardement ».

Article réservé à nos abonnés Lire aussi La crise sanitaire pèse sur la santé mentale des étudiants

Il n'existe à ce jour aucune donnée précise concernant le nombre de suicides d'étudiants depuis le début de la crise sanitaire. A l'issue du premier confinement, une étude menée par le Centre national de ressources et de résilience (CN2R) faisait état de chiffres alarmants : 11,4 % des 70 000 étudiants interrogés ont eu des idées suicidaires au cours des douze derniers mois. Selon l'enquête « La vie d'étudiant confiné » publiée par l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) en juillet 2020, 16 % des sondés se sont sentis « si découragés que rien ne pouvait leur remonter le moral » et 50 % d'entre eux ont déclaré avoir souffert de solitude ou d'isolement pendant le confinement.

Avalanche de drames

Lorsqu'il y a « mort sociale » d'une partie de la jeunesse, les confinements et couvre-feux successifs tuent-ils plus que le virus, comme certains le laissent à penser ? En avril, un jeune de 23 ans s'est suicidé sur le campus de HEC. Fin août, un autre 25 ans s'est suicidé sur le campus de La Rochelle Université. En août puis septembre, deux étudiants se sont suicidés en Nouvelle-Calédonie. A la rentrée, un étudiant en école d'architecture, puis un autre à l'IEP de Toulouse ont mis fin à leurs jours. En septembre puis en novembre, deux étudiants se sont suicidés à Montpellier. Encore samedi dernier, le 9 janvier, un étudiant de Lyon-III a tenté de se suicider. Cette avalanche de drames est non exhaustive.

L'entrée d'un jeune à l'université correspond à un moment de construction de son identité, de modification de son rapport à la famille, de confrontation soudaine à la question de l'autonomie. « Leur vie n'est pas réglée et

ils font face à de multiples facteurs de vulnérabilisation, souligne le psychologue clinicien Yannick Morvan, membre de l'OVE. C'est toujours une période où l'on se jette dans le grand bain, mais en ce moment, on surnage ! »

« Comment identifier les jeunes que la pandémie va amener à passer à l'acte ? » Yannick Morvan, psychologue

Alors qu'une personne sur cinq connaît un trouble psychiatrique dans sa vie, on sait que 75 % de ces pathologies apparaissent avant l'âge de 24 ans. En outre, le suicide représente la deuxième cause de mortalité chez les jeunes entre 20 et 24 ans, après les accidents de la route. « Les étudiants étaient en effet déjà plus fragiles par rapport à la population générale, observe Yannick Morvan. Mais s'il est impossible d'ignorer le contexte de la pandémie – qui peut rendre plus de gens anxieux ou déprimés –, comment identifier les jeunes pour qui cela va avoir un impact et amener à un passage à l'acte ? »

Fort sentiment de dévalorisation

Le suicide n'est jamais lié à une cause unique et identifiable. Une goutte d'eau peut faire déborder le vase, mais le vase était déjà rempli d'épisodes douloureux. « Et nous n'avons pas tous la même contenance de vase », rappelle Charles-Edouard Notredame, psychiatre de l'enfant et de l'adolescent. De multiples composantes environnementales, cognitives ou biologiques peuvent provoquer un équilibre instable.

D'après l'enquête réalisée par l'OVE sur la santé des étudiants en 2016, interrogeant près de 19 000 étudiants, « des difficultés financières ressenties comme importantes semblent plus fortement associées à un épisode dépressif majeur ».

Les étudiants sont d'ailleurs une fois et demie plus nombreux que la population générale à présenter des caractéristiques de dépression profonde. Ils se distinguent aussi par un fort sentiment de dévalorisation, qui touche près de 90 % de ceux qui souffrent de tels épisodes. Une première solution pour s'extraire de sa douleur : oser demander de l'aide, malgré la stigmatisation. « Parler, c'est sortir de son cercle ruminatif et s'ouvrir d'autres possibles », rappelle Yannick Morvan.

# Du malaise en milieu étudiant

5 déc. 2020 Par Maina C

- [Mediapart.fr](https://mediapart.fr)

Seul un étudiant sur dix parvient encore à suivre ses cours en ligne. Non, le problème n'est pas individuel. Arrêtez de nous envoyer vers des psychologues tout en prolongeant notre isolement.

Tous les cours se ressemblent. Se lever une demi-heure avant à grand-peine (rythme de sommeil complètement déstructuré), s'asseoir et ouvrir l'ordinateur, le connecter à la 4G instable du téléphone, chercher le lien de la visioconférence, couper le micro, et malaise.

Malaise des professeurs qui monologuent devant une galerie de portraits ennuyés et silencieux, au mieux, devant une grille de prénoms muets la plupart du temps. Mosaïques sinistres de visages qui en disaient davantage derrière un masque. Les professeurs disent : Je sais que les temps sont difficiles mais nous n'avons pas le choix, vous lirez cet article pour la fois prochaine, rendez-moi le travail pour mi-décembre. Ils disent aussi, sur un ton angoissé ou agacé – sûrement conscients du ridicule de la situation – Est-ce que ça va ? Vous m'entendez ? Quelqu'un veut répondre à la question ? Bon, s'il n'y a pas de remarque alors je poursuis. Malaise des étudiants, notre malaise. Il n'y a pas de questions parce qu'il n'y a rien à questionner ; on ne sait pas exactement ce qui vient d'être dit et on s'en fout, aussi. Trop difficile de rester concentré, les écrans finissent par brûler et fatiguer les yeux, la tête bourdonne des bruits de micros saturés. Malaise parce que ça ne rime à rien, parce que c'est complètement irréel, parce qu'on ne voit plus pourquoi on continuerait. Ça avait du sens lorsque c'était encore pris dans des relations sociales, lorsqu'il y avait un rapport entre le professeur et les étudiants, un jeu de regards, des interventions spontanées, des corps et des attitudes, un ancrage dans le réel. Ce n'est plus le cas. Et, pire, l'irréalité n'a plus de bornes depuis que le professeur donne cours dans nos chambres ; il n'y a plus guère de séparation spatiale entre vie étudiante et vie personnelle, et la première – celle qui déjà occupait et préoccupait beaucoup – envahit totalement la seconde. Avant, on refermait le cahier ou l'ordinateur portable, on faisait son sac, on discutait quelque temps avec des camarades ou un professeur, on prenait le métro, le bus, le vélo ou on marchait jusqu'à chez soi. Maintenant, on quitte la réunion Zoom et on reste sur la même chaise, dans la même chambre, avec la même solitude, à faire ce que l'on faisait de creux ou de sans intérêt pour passer le

temps pendant le cours qu'on n'écoutait pas vraiment. Toujours ce sentiment d'irréalité, d'absurdité ; ce malaise.

Les symptômes de ce malaise s'expriment partout, dans des circonstances plus ou moins terribles. Le premier confinement a été difficile, le second confinement est un coup de grâce. Nous sommes dans un sale état, toutes les enquêtes réalisées le prouvent : Article 1, dans une enquête datant du 16 novembre mené parmi 700 étudiants issus de milieux populaires, relève que 73.5 % d'entre eux se disent stressés et épuisés. À Sciences Po Paris, l'Association de l'École d'Affaires Publiques rapporte dans les résultats de son sondage (environ 1200 réponses) que les états dépressifs ont actuellement un taux de prévalence de 41 % parmi les étudiants, en plus de l'anxiété qui touche 61 % des interrogés (les moyennes françaises en octobre étaient respectivement autour de 15 % et 19 %). 91 % des étudiants affirment avoir des difficultés à suivre les cours en ligne. Dans le sondage réalisé dans notre spécialité de M1, on retrouve des chiffres similaires : onze personnes sur dix-huit (soit 61 %) rapportent des sentiments de tristesse ou de mélancolie, et seuls trois élèves sur dix-huit se disent capables de suivre correctement les cours. Les troubles du sommeil et les troubles alimentaires ont également des taux de prévalence particulièrement inquiétants. L'épuisement et la fatigue sont omniprésents, et concernent quinze étudiants sur dix-huit. On comprend aisément comment la charge de travail accrue, l'angoisse, l'exposition intensive aux écrans, les états dépressifs et l'isolement peuvent expliquer cette lassitude. Nous attendons les résultats d'enquêtes plus larges, mais rien ne laisse présager de meilleures conclusions.

Malaise, donc : des professeurs font cours à des étudiants en souffrance qui ne les écoutent pas. Quel sens est-ce que ça peut bien avoir, pour nous comme pour nos enseignants ? Les professeurs et les administrations envoient les étudiants vers des psychologues, dans des messages pleins de bienveillance et de take care, parce qu'ils ne savent pas comment répondre autrement. Les tribunes et les articles qui paraissent ces dernières semaines sur le sujet ont beau faire ce même constat terrible, ils demandent également plus d'aide psychologique pour les étudiants. Ils se trompent : nous n'avons pas besoin de

psychologues. Il est impossible de croire que le problème que nous rencontrons est individuel, alors qu'il concerne une majorité écrasante d'entre nous. Le problème n'est pas psychologique et ne se règle pas avec des séances chez un psy, des antidépresseurs ou des anxiolytiques. Ce n'est pas non plus une preuve de paresse des étudiants, et pas davantage un défaut d'adaptation que le temps corrigera. Nos études nous intéressent, nous voulons réussir et nous nous en savons capables : voilà pourquoi notre malaise est aussi dérangeant. Si le problème est aussi massif, c'est bien qu'il ne relève pas de fragilités individuelles et qu'un encouragement à s'accrocher ne suffit pas. Le problème, c'est que notre vie quotidienne est devenue insupportable et que tout le monde prétend ne rien voir parce que c'est plus simple.

Il faut briser le silence et affronter ce malaise-là maintenant, parce que nous en payons les conséquences beaucoup trop cher. Affronter le fait qu'en moyenne sur Zoom, dans une classe de trente personnes, il n'y a que trois personnes qui écoutent effectivement. Affronter le fait que nous sommes envahis par les cours, les travaux à rendre et l'angoisse à l'idée de ne pas y parvenir. Affronter le fait que nous n'avons pour la plupart pas besoin d'un soutien psychologique, mais d'un changement matériel, réel de nos conditions d'étude. Affronter le fait que c'est pour la majorité d'entre nous un cauchemar qui n'en finit pas : si le déconfinement est prévu le 15 décembre, que tous les commerces sont ouverts et que les offices religieux peuvent se tenir à plus de trente personnes depuis le 28 novembre, les étudiants ne peuvent même pas rêver de retourner en cours avant mi-février – dans l'hypothèse plus que fragile qu'aucun nouveau confinement ne soit décrété.

Le covid-19 ne nous a presque pas touchés, mais nous sommes écrasés par ses conséquences dans le déni général.

Jusqu'à présent, chaque fois que nous avons osé parler, on nous a systématiquement répondu que dans les circonstances actuelles, on nous comprend mais que c'est une impasse et que tout le monde fait déjà au mieux. On nous répond – avec la facilité que cela comporte – qu'effectivement la période est difficile et frustrante, mais que les professeurs doivent bien évaluer leurs cours, qu'ils ne sont pas compétents en psychiatrie et qu'il faut consulter, et qu'on n'a pas le choix. Tous ces arguments sont audibles, mais aussi sans pertinence face à ce que nous vivons. Il n'y a pas d'impasse. Il n'y a d'impasse que parce qu'on refuse de toucher aux murs, parce qu'on se dit que les étudiants trouveront bien un moyen de tenir, qu'on notera gentiment leurs travaux médiocres, et que tout ça ne sera pas éternel ; comme on a toujours fait. Et on continue à faire des cours Zoom – au moins on ne se rend pas compte que personne n'écoute – en ignorant ce qui se passe de l'autre côté des écrans.

Voilà ce qu'il y a, derrière les écrans, derrière les têtes fatiguées-ennuyées, les caméras éteintes et le mode muet : il y a nous qui ne tenons pas, nous qui arrivons de moins en moins à rendre des travaux même médiocres, nous pour qui l'horizon est complètement bouché. Alors il n'y a pas d'autre possibilité que de remettre en cause ce à quoi on refusait de toucher, dans sa totalité.

URL source: <https://blogs.mediapart.fr/maina-catteau/blog/051220/du-malaise-en-milieu-etudiant>

## Covid-19. Le malaise des étudiants est une bombe

### à retardement

**Ouest-France** Publié le 13/01/2021 à 06h28 . Propos recueillis par **Arnaud BÉLIER**

La fermeture des universités affecte grandement la santé mentale des étudiants, comme le prouve la tentative de suicide d'un étudiant lyonnais. « 75 % des pathologies psychiatriques à l'âge adulte ont pour cause des situations vécues entre 16 et 25 ans », alerte la psychiatre Dominique Montchablon

Dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 janvier, un étudiant en master de droit s'est jeté par la fenêtre du quatrième étage d'une résidence universitaire, à Lyon. Le jeune homme se trouvait entre la vie et la mort, mardi 12 janvier. La fermeture des universités, en raison de l'épidémie de Covid-19, la difficulté à trouver un petit boulot, l'arrêt des activités sportives, culturelles et festives ont plongé les étudiants en plein désarroi, malgré le recrutement de 20 000 « référents étudiants », annoncés fin novembre. Dans cette population, la détresse globale a augmenté de 30 %, rappelle la psychiatre, Dominique Montchablon, cheffe de service à la Fondation santé des étudiants de France. Entretien.

Comment se portent psychologiquement les étudiants ?

Pour les lycéens, qui sont dans des classes formatées, un milieu relativement homogène, ça va. Pour les étudiants, qui étaient les seuls à qui on avait imposé des cours à distance au printemps, c'est plus compliqué. Lors du premier confinement, on a constaté une augmentation de 30 % de la détresse globale de cette population avec un doublement des troubles anxieux, des troubles dépressifs et des idées suicidaires.

Mais, dans le même temps, une baisse de 5 % du nombre effectif de suicides. Cela s'explique par l'effet de sidération – on enregistre moins de suicides dans les crises importantes, comme les guerres, par exemple – et par le très fort soutien social que les étudiants ont reçu, notamment de la part de leur famille.

Ils semblent davantage souffrir depuis la rentrée...

Les grandes vacances, qui ont été une bouffée d'oxygène, ont été un moment de grâce. Mais de courte durée. La reprise de l'épidémie à la rentrée et l'impossibilité pour les étudiants de reprendre les cours en présentiel ont été très mal vécues. L'effet dépressogène est global : il affecte les plus fragiles, en priorité les primo-étudiants, mais aussi les plus anciens, avec une morosité globale, une démotivation, une perte de concentration, des capacités cognitives et des performances universitaires amoindries et, parallèlement, une augmentation des addictions : toxiques, sexuelles, Internet.

Les cours à distance ont un effet démobilisateur

Quel est l'impact de l'enseignement à distance ?

Dans un premier temps, le télé-enseignement a été bénéfique pour les étudiants, en les obligeant à se lever le matin,

à rester d'autant « connectés » qu'ils étaient en quelque sorte « pressés » par le système académique. Mais, en se prolongeant, le télé-enseignement a aujourd'hui un effet démobilisateur. Rester derrière son ordinateur a un côté aride. Alors que, durant un cours dans un amphithéâtre, il y a une interaction entre les élèves mais aussi avec l'enseignant, qui peut faire des plaisanteries, des digressions. Tout ce temps interstitiel, parfois affectif, est aussi important que le contenu du cours. Or cette transmission horizontale des connaissances est devenue très verticale. Être étudiant, c'est aussi le temps où l'on passe d'une filiation biologique – la famille – à une filiation intellectuelle, où l'on construit, où l'on devient amoureux. C'est tout cela qui est aujourd'hui balayé.

L'incertitude sur l'avenir semble aussi peser...

Un étudiant, ça passe son temps à anticiper, à planifier : ses cours, ses travaux à rendre, ses examens, ses voyages, un échange Erasmus... Tout ça s'effondre. Comme Sisyphe, il doit infléchir son parcours et faire face à un climat d'incertitude, sans savoir ce qu'il fera dans six mois.

Un étudiant non soigné risque de désocialiser

Quel soutien pouvez-vous apporter aux étudiants ?

Face à une souffrance réactionnelle à une situation critique, on travaille tous les facteurs de résilience. On va relativiser, les inviter à se resocialiser, étudier avec eux les éventuels antécédents : est-ce qu'ils ont déjà connu des situations de perte, de douleur, que la crise actuelle aurait pu réactiver ? La plupart du temps, les étudiants se ressaisissent.

Parfois, il faut en passer par des soins. Avec cette difficulté qui est propre à notre discipline qui veut que plus on est malade, moins on a le courage d'appeler à l'aide. Beaucoup d'étudiants ont du mal à faire cette démarche. La téléconsultation est ici un formidable outil.

Il y a donc du bon dans cette crise ?

La crise aura eu au moins ce mérite que beaucoup de psychiatres se sont mis à la téléconsultation. Ce qui est une bonne chose quand on voit la paupérisation des services de santé des étudiants : la France est le dernier des derniers pays en Europe en la matière, avec quatre fois moins de moyens que le pays juste devant elle. Aujourd'hui, il faut quatre mois d'attente pour espérer avoir un rendez-vous dans un bureau d'aide psychologique universitaire (Bapu) à Paris. Or, un étudiant qui n'est pas soigné risque de désocialiser. Et ces pathologies vont se réveiller plus tard : on sait aujourd'hui que 75 % des pathologies psychiatriques à l'âge adulte ont pour cause des situations vécues entre 16 et 25 ans.

\*\*\*\*\*

## (...) *La précarité comme violence*

Extrait du blog de Robi Morder, après la tentative de suicide par immolation de l'étudiant Annas.  
<https://blogs.mediapart.fr/robi-morder/blog/211119/etudiant-es-lorsque-le-sage-montre-la-lune-limbicile-regarde-le-doigt>

Cet évènement a mis sur la place publique ce que dans une grande discrétion, l'on peut même parler de silence médiatique, les organisations étudiantes, les associations telles ATD, le Secours populaire et d'autres

ont décrit, écrit, tirant les sonnettes d'alarme. Dans les *talk-shows* télévisés on a glosé des heures et des heures sur la violence de manifestants, et oublié la violence sociale de masse que subissent ces jeunes. Or, la misère et la précarité existent, avilissent, blessent, tuent.

Combien dans l'enseignement supérieur d'autres suicides et tentatives de jeunes sont-elles restées inconnues ? Comment des ministres et autres expert-es qui ont pourtant fait des études, hautement diplômé-es peuvent négliger ces enquêtes tout en omettant les apports de Durkheim et de la sociologie, et rester sourds et aveugles ? Ignorants ou cyniques ? Dans les deux cas, inexcusables, irresponsables !

### **Précarité: passé, présent...**

Il est temps de s'attacher à comprendre ce qu'est cette précarité étudiante qui ne se réduit pas à des chiffres. On peut discuter des chiffres, de leur signification, de leur ampleur. 20% ? 10% ? Et même, ne serait-ce que 5% - c'est-à-dire 120 000 étudiants – c'est déjà inadmissible. Mais justement, pour apprécier la précarité on ne peut se contenter d'une photographie statistique statique à un moment donné, c'est une dynamique qu'il faut mettre en perspective, celle du sentiment d'une absence de perspective, d'un avenir bouché.

L'étudiant pauvre est un thème que l'on rencontre très tôt. Souvenons-nous du « Bachelier » de Jules Vallès au XIXe siècle. Dans le XXe siècle, dans l'entre-deux-guerres, les associations étudiantes, des intellectuels en parlent, comme on évoque déjà le « chômage intellectuel », sa « prolétarianisation »[2]. Il y a même au moins un film qui porte le titre « l'Étudiant pauvre ».[3] De même le pourcentage du nombre d'étudiant-es qui travaillent pour pouvoir poursuivre – et même simplement entamer – des études supérieur varie peu. L'UNEF dans les années 1950 donnait des chiffres tournant autour de 40%, il en ira de même dans les rapports et déclarations de chaque décennie suivante.

Mais ce qui change, ce sont d'abord deux éléments.

D'une part le nombre, et l'on sait qu'à un moment la quantité devient transformation qualitative. Quand il y a 100 000 ou 200 000 étudiants, 40% signifie 20 000, 40 000 personnes. Aujourd'hui, 40% c'est un million d'étudiants qui travaillent en échange d'une rémunération, c'est à dire de salariés également en études !

Et le travail étudiant a lui-même changé. Il y avait le pionnicat (les MI-SE, maîtres et surveillants d'internat et externat) qui à la fois était un statut donnant la possibilité de gagner un salaire correct, en donnant le temps d'étudier, de réviser ses cours. Ce statut a disparu, transformé par la politique d'insertion professionnelle en contrats précaires des moins qualifiés, non étudiants. Même pour les vendanges les viticulteurs emploient d'autres que les étudiants. C'est un constat. Le développement des stages, même (faiblement) rémunérés, a fait disparaître un bon nombre de postes en contrat de travail. Et que dire de l'uberisation, quand on demande à des étudiants de s'immatriculer en tant qu'auto-entrepreneurs pour la livraison de pizzas, pour les gardes d'enfants, faisant disparaître les protections du code du travail et en rajoutant au stress du rendement sous la surveillance d'une application sans corps ni âme.

### **... et avenir? La précarité comme horizon?**

Et dernière, sinon principale mutation, c'est l'incertitude sur l'avenir.

L'étudiant « pauvre », qu'on qualifiait même de « méritant » pouvait supporter des conditions extrêmement difficiles parce qu'au bout il y avait, du moins à ses yeux, une meilleure situation, une promotion d'abord, puis avec la crise, une protection contre le chômage. Bref, ce sacrifice consenti durant le temps des études pouvait constituer un investissement semblant valoir le coup. Or, même pour celles et ceux qui ne sont pas (au sens administratif et juridique) précaires

aujourd'hui la précarité apparaît comme un horizon difficilement dépassable. Que les données statistiques contredisent ce sentiment[4], cette insécurité est vécue ! De quoi l'avenir est-il fait ? De succession de contrats précaires avant de décrocher un CDI (et encore, le CDI ne garantit pas contre le licenciement) ? D'un monde du travail où le stress, l'insécurité règnent avec des méthodes de management dont on a un aperçu dans les stages ?

### **Ni charité, ni assistance: la dignité comme droit!**

Là est une misère étudiante, qui est tout autant matérielle que morale. Où est la dignité quand l'étudiant-e est considérée comme « inactif » ou « inactive » ? Comment le travail intellectuel (c'est-à-dire ce qu'apprennent, expérimentent et produisent comme savoir les étudiant-es) – qui est pourtant partie prenante de la production de biens, de services peut-il être autant socialement méprisé ? Comment oublier que ce qu'on appelait la Révolution scientifique et technique apportait comme intégration et imbrication du savoir et de la production ?[5] Et pourtant, quand j'ai un public composite avec des étudiant-es qui sont soit en formation permanente, ou en apprentissage, soit sans statut autre qu'étudiant, c'est bien le même cours, les mêmes contenus, les mêmes travaux pour les un-es et pour les autres ! Pourquoi – pour la même activité – il y en a qui ont un salaire et d'autres pas ?

Les bourses et les aides – qu'il convient d'augmenter en tout état de cause car l'urgence est là – ne répondent qu'à une partie de la question, celle des situations individuelles. La question

fondamentale demeure : qu'en est-il du corps collectif étudiantin pris non en tant qu'addition « d'enfants de... » ou « futur-es avocat-e, technicien-ne, etc. » mais bien – comme l'exposait la **charte de Grenoble de 1946** – « jeune travailleur intellectuel » dans le moment présent[6]. La question s'était posée concrètement à l'époque et portée par des députés socialistes, communistes, MRP avec le salaire étudiant revendiqué, devenu pré-salaire ou allocation d'études dans les débats du moment – a failli être adopté par le législateur. Prendre les étudiant-es et leur travail au sérieux[7], c'est reconnaître que les études font partie de la période d'activité, c'est aller bien au-delà de la charité, ou de l'aide sociale, c'est un droit à reconnaître, et donc à conquérir.

[1] Par exemple le numéro de mai 1935 de *La revue des vivants*.

[2] Film allemand réalisé par Georg Jacoby, sorti en 1936.

[3] Plus on sort diplômé, moindre est la durée du chômage avant de trouver son premier travail. Toutefois, cette durée de chômage augmente, et même les premiers contrats sont souvent d'abord précaires. **"Des débuts de carrière plus chaotiques pour une génération plus diplômée - Génération 2010"** (CEREQ).

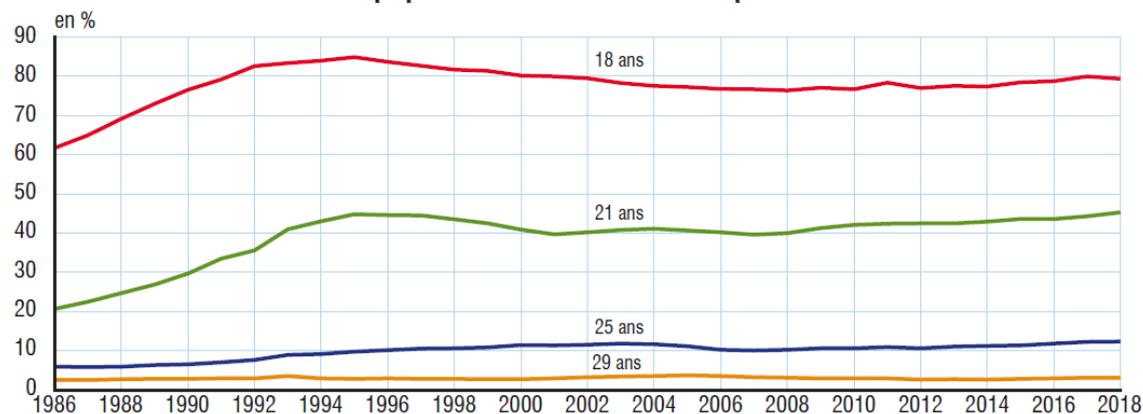
[4] Radovan Richta, *La civilisation au carrefour*, Paris, Anthrops, 1969.

[5] Dont le principal rédacteur était Paul Bouchet, décédé en mars, et qui avait été président d'ATD ; à plus de 90 ans, il ne cessait d'attirer notre attention sur la pauvreté chez les étudiants, et la lutte pour la dignité.

[6] Y compris les recherches et les archives concernant leurs mouvements. <https://blogs.mediapart.fr/robimorder/blog/040418/les-prendre-au-serieux>

## Scolarisation des jeunes de 18 à 29 ans 2.2

### 1. Taux de scolarisation de la population de 18 à 29 ans depuis 1986



Note : les données 2017 et 2018 sont provisoires. Elles sont calculées à partir des estimations de population de l'Insee.

Champ : France métropolitaine jusqu'en 1998, France hors Mayotte à partir de 1999, enseignement public et privé.

Sources : MENJS-Depp ; Mesri-Sies ; SSP ; Drees ; Insee ; traitements Depp.

### 2. Situation vis-à-vis de l'activité au sens du BIT des 18-29 ans par âge et sexe en 2019

en %

	Femmes			Hommes		
	18-20 ans	21-24 ans	25-29 ans	18-20 ans	21-24 ans	25-29 ans
En études initiales	62,0	24,5	3,1	55,5	19,9	2,5
Cumul études-emploi	11,0	11,5	3,7	12,3	10,7	3,6
En emploi	11,7	41,3	68,7	15,1	46,8	75,7
Au chômage au sens du BIT	5,6	8,4	8,6	8,2	12,8	10,4
Inactivité (hors études initiales)	9,7	14,4	15,9	8,9	9,8	7,7
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Champ : France, population des ménages, personnes âgées de 18 à 29 ans.

Source : Insee, enquête Emploi.

### 3. Effectifs de l'enseignement supérieur en 2019-2020 (hors doubles inscriptions en CPGE)

	Effectifs (en milliers)		Part en 2019 (en %)		
	2000-2001	2019-2020	Des femmes	Des élèves ayant des parents <sup>1</sup> cadres ou professions intellectuelles supérieures	Des élèves ayant des parents <sup>1</sup> ouvriers ou inactifs
Universités	1 397	1 635	58,0	33,2	18,1
Préparation au DUT	119	121	40,7	30,3	18,2
Droit, sciences politiques	179	209	67,6	36,5	16,8
Économie, AES	165	194	53,7	28,4	22,2
Arts, lettres, langues, SHS	481	511	69,7	26,9	21,1
Staps	45	60	32,1	29,9	17,5
Santé	141	234	65,3	47,2	10,9
Sciences	244	275	42,2	33,7	18,2
Formations d'ingénieurs	23	32	29,9	44,3	11,8
Formations d'ingénieurs hors université <sup>2</sup>	73	136	28,0	54,4	7,4
Écoles de commerce, gestion, vente et comptabilité	63	199	50,7	49,9	6,6
Écoles artistiques, d'architecture et de journalisme	52	99	59,5	46,4	7,9
Écoles paramédicales et sociales <sup>3</sup>	93	139	84,4	23,7	18,5
CPGE et prépas intégrées	74	99	40,4	52,8	10,3
STS et assimilés	239	263	49,1	15,3	34,8
Autres écoles et formations <sup>4</sup>	169	156	53,3	45,8	10,8
<b>Ensemble</b>	<b>2 160</b>	<b>2 725</b>	<b>55,6</b>	<b>34,4</b>	<b>17,9</b>

1. Les proportions sont calculées en excluant les étudiants pour lesquels l'origine sociale n'est pas renseignée, soit 14 % d'entre eux en moyenne. Cette proportion est inférieure à 20 % sauf dans les écoles de commerce (37 %), les autres écoles et formations (30 %) et les écoles artistiques (43 %).

2. Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat. 3. Données 2018 reconduites en 2019 pour les formations paramédicales et sociales.

4. Comprend notamment les établissements privés d'enseignement universitaire, les ENS, les écoles juridiques et administratives, etc. En 2000, les étudiants des IUFM sont aussi comptabilisés dans cette catégorie, tandis que les étudiants des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (INSPE) en 2019 sont inclus dans les effectifs universitaires. Note : les inscriptions simultanées en licence et CPGE ne sont plus comptabilisées. Les résultats ne sont donc pas immédiatement comparables aux éditions précédentes, notamment en universités. Champ : France.

Sources : Mesri-Sies, systèmes d'information SISE et Scolarité ; enquêtes menées par le Sies sur les établissements d'enseignement supérieur ; enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

« **Rentrée sous tension à l'université** », *Alternatives économiques*, septembre 2020

-Mardi 17 nov 2020:La crise de a Santé mentale des étudiants précède le Covid 19, elle ne s'éteindra pas avec lui: un collectif de signataires très remarquables ( liste complète sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr))

- Mardi 5 janvier 2021: A la fac, le retour en amphis s'éloigne encore,

- Mercredi 17 février 2021 Covid 19:Le risque du conflit entre les générations ,et sur certains aspects de la vie universitaire actuelle::

- Le Monde 24 juin 2020 : Encore plus discriminés que les non diplômés ( étudiants issus de l'immigration)

-Le Monde Campus:30 septembre 2020: Des ambitions à la baisse chez les jeunes diplômés

- Le Monde Campus 15 octobre 2020:: une année coupée, décalée

- voir aussi les Monde Campus des 21 et 28 janvier 2021 ' Avis d'embouteillages sur les Masters et parcoursup et celui du 11 février 2021:Licences: Sélection à é vitesses et l'article sur l'Université d'Amiens

-Mardi 8 septembre 2020: 3 une rentrée universitaire à plusieurs vitesses;dans les bibliothèques la guerre des places;augmentation historique du nombre d'étudiants à La Réunion;

-Mardi 17 novembre 2020:Reconfinement: Les étudiants face à leur solitude

- Jeudi 26 novembre 2020: La loi de programmation de la recherche dégrade l'Université française

-samedi 28 novembre 2020: Les jeunes de plus en plus menacés par la pauvreté et A Lyoin, la précarité étudiante renforcée par le Covid

- Mercredi 2 décembre 2020 :Distanciel: le blues des enseignants- chercheurs

- mercredi 10 février 2021 :Des débuts de carrière malmenés par la crise et des discriminations décuplées en temps de crise

et dans la série du Monde " une génération à l'arrêt" : Le système D des étudiants paupérisés, le 11 février 2021